



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie,  
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

PARÇAY-MESLAY, le

15. 06. 2009

Michel VUILLOT  
Directeur

Groupe de Subdivisions d'Indre-et-Loire

Réf : GC/RAPAUTO

Affaire suivie par : Grégory CATHELIN

Vérifié par : Maud GOBLET

Téléphone : 02 47 46 49 22

Mél : gregory.cathelin@industrie.gouv.fr

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Environnement

15 rue Bernard Palissy

B.P. 3208

37032 TOURS CEDEX

**Objet :** Installations Classées – demande en date du 21 avril 2008 de la COOPERATIVE AGRICOLE  
D'AMENDEMENTS

Extension d'une carrière de marnes calcaires au lieu-dit « Bois Meslin » sur la commune d'ABILLY

**REF :** Votre transmission en date du 29 avril 2008

**P.J. :** 1 (projet d'arrêté préfectoral d'autorisation)

**RAPPORT DE L' INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Par lettre en date du 21 avril 2008, Monsieur [nom], agissant en qualité de Président de la COOPERATIVE AGRICOLE D'AMENDEMENTS, dont le siège social est actuellement situé 41 Route Nationale 10 - 37160 LA CELLE SAINT-AVANT, sollicite l'autorisation d'étendre l'exploitation d'une carrière de marnes calcaires sur les parcelles cadastrées section ZM n° 16 et ZM n° 17, au lieu-dit « Le Bois-Meslin », sur la commune d'ABILLY.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été réceptionné le 24 avril 2008, et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 11 août 2008.

## **I. OBJET DE LA DEMANDE**

### **I.1 Nature et volume des activités**

Rubrique de la nomenclature	Libellé	Production maximale	Régime	Rayon d'affichage
2510.1	Exploitation de Carrières	9 000 t/an	A	3 km

### **I.2 Description du projet et historique**

Une première exploitation de carrière a précédemment été autorisée par arrêté préfectoral n° 475 en date du 3 mars 1987 au lieu-dit « Les Bois-Meslin » sur la commune d'ABILLY. Elle concernait la parcelle ZM n° 12, une superficie de 4 ha 50 a, et une durée de 10 ans.

Par la suite, l'emprise du gisement a été acquise par la COOPERATIVE AGRICOLE D'AMENDEMENTS pour une superficie de 7 ha, qui après remise à jour du cadastre, constitue dorénavant la parcelle ZM n° 16.

Consécutivement, la carrière a fait l'objet, par arrêté préfectoral n° 15652 du 15 juin 2000, d'une nouvelle autorisation visant à étendre l'exploitation sur les terrains, propriété de la coopérative, pour une durée de 15 ans.

L'épuisement du gisement, suite à une forte demande des matériaux extraits (marnes calcaires), est intervenu plus rapidement qu'initialement prévu, soit au cours de l'année 2007.

Par conséquent, afin de répondre à la demande, la COOPERATIVE AGRICOLE D'AMENDEMENTS souhaite maintenir son activité sur la commune d'Abilly et sollicite l'autorisation d'étendre le site d'exploitation de la carrière actuelle « Le Bois-Meslin ».

Ce projet se situe au Sud de la parcelle ZM n° 16 précédemment exploitée, essentiellement sur la parcelle contigüe ZM n° 17 (pour 6,84 ha), dont le propriétaire a concédé le droit d'exploitation à la coopérative, mais aussi sur une petite partie de la parcelle ZM n° 16 (pour 0,37 ha), qui n'avait pas été exploitée lors de la précédente autorisation.

L'autorisation sollicitée concerne donc :

- Un renouvellement d'autorisation pour la parcelle ZM n° 16 ;
- Une extension pour la parcelle ZM n° 17.

L'emprise des parcelles concernées par l'exploitation envisagée couvre une superficie globale de 13 ha 84 a, dont 3 ha 97 a 92 ca de surface exploitable.

L'accès au site se fait par la voie communale n° 3, située en bordure Ouest des parcelles concernées et par le chemin d'exploitation des précédentes zones autorisées à l'extraction longeant la bordure Sud de la parcelle ZM n° 16.

Le gisement de marne lacustre du Sannoisien affleure sur les parcelles concernées et dans les environs immédiats sur une quarantaine d'hectares, pour une épaisseur de 2,5 à 3 mètres. Pour les parcelles concernées, le pétitionnaire prévoit de valoriser la totalité du gisement.

Le volume exploitable a été estimé à environ 100 000 m<sup>3</sup> dont environ 30 000 m<sup>3</sup> de stériles, soit 70 000 m<sup>3</sup> de matériaux à valoriser. Ceci représente environ 94 000 tonnes de matériaux, soit un tonnage moyen

annuel d'environ 6 270 tonnes. La production annuelle maximale est fixée à 9 000 tonnes. La durée de l'autorisation sollicitée est de 15 ans, découpée en phases quinquennales, chaque tranche faisant l'objet d'une remise en état l'année de son exploitation.

La marne extraite est destinée à l'épandage sur les terres agricoles des exploitants sociétaires de la coopérative à des fins d'amendement calcaire des sols.

La commune d'ABILLY bénéficie d'un plan d'occupation des sols, d'après lequel les parcelles concernées par le projet sont classées en zone Ncy, au sein desquelles est notamment autorisée l'extraction de matériaux. Le site et son proche environnement ne font par ailleurs l'objet d'aucune servitude au titre du code de la Santé Publique (périmètre de protection des eaux potables). Enfin, aucune ligne électrique ni de câble téléphonique souterrain ne traverse l'exploitation.

## **II. PRESENTATION DE L'EXPLOITATION**

### **II.1. Environnement de l'exploitation**

#### **II.1.a. Topographie des lieux et occupation des sols**

La topographie locale est relativement marquée. Le site se trouve au flanc du coteau Nord (rive droite), de la vallée de la Claise. L'altitude du site est comprise entre 95 et 108 m NGF alors que la Claise coule au droit du bourg d'Abilly à la cote de 53 m NGF et que les coteaux dominant au Nord à 115 m NGF. La pente topographique au sein du site est d'environ 7 %.

Les sols proches du site concerné sont essentiellement à usages agricoles, seulement ponctués par des buttes occupées par des friches arbustives qui soulignent les zones demeurées inexploitable pour l'agriculture. Leurs abords parfois laissés en jachère permettent le développement des pelouses.

#### **II.1.b. Patrimoine naturel**

Sur les nombreuses ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique) recensée sur le territoire de la commune d'Abilly, deux concernent tout particulièrement le site projeté.

La plus éloignée des deux se trouve à 250 m de l'extrémité Ouest de la parcelle ZM n° 16. Le projet est néanmoins sans incidence sur ce milieu (zone n° 4266 0000, type I – II, pelouse de la Brosse).

En revanche, les parcelles concernées par l'exploitation empiètent l'autre zone pour 4 ha 60 a (zone N° 4262 0000, type I, dite de Bois Meslin, dont la surface totale est d'environ 10 ha 50 a).

Ces 4 ha 60 a se répartissent comme suit :

- 1 ha en culture ;
- 0,20 ha en butte à pelouse ;
- 1,70 ha en jachère fixe ;
- 1,70 ha concerné par l'extraction.

Il apparaît dans cette zone la présence de quelques espèces faunistiques et floristiques rares et protégées, notamment au niveau des pelouses qui représentent donc une forte sensibilité biologique et écologique.

#### **II.1.c. Patrimoine archéologique**

La commune d'ABILLY offre une certaine richesse archéologique de par quelques sites paléolithiques et néolithiques, sans toutefois révéler quelques monuments similaires à proximité immédiate du périmètre de l'exploitation envisagée.

En tout état de cause, l'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions éventuellement édictées par arrêté du Préfet de Région portant prescription de diagnostic archéologique et définissant les délais de saisine du service régional d'archéologie préalablement à l'ouverture d'une nouvelle phase de travaux.

#### **II.1.d. Habitat**

Dans l'environnement visuel, trois fermes apparaissent dans le paysage, aux distances respectives de 360, 640, et 860 m de la zone actuelle d'extraction. Au cours de l'exploitation des parcelles concernées par la présente demande, les distances les plus faibles seront respectivement de 160 (Le Bois Meslin), 460 (La Tournière), et 640 m (La Brosse)

#### **II.1.e. Flore**

Un inventaire floristique a été réalisé sur les parcelles concernées au cours de l'année 2006 et renouvelé en 2007. Six espèces rares ont été identifiées dans la zone d'étude, dont une protégée. Excepté l'une d'entre elle (Vulpie unilatérale), identifiée au sein de terres agricoles, les autres ont toutes été dénombrées au sein de buttes à pelouse non concernées par l'exploitation projetée (Petite coronille, Fumana couché, Globulaire ponctué, Germandrée petit-chêne, et Koelérie du Valais).

#### **II.1.f. Faune**

Des relevés faunistiques ont été réalisés aux mêmes périodes. Deux espèces rares ont pu être identifiées au sein des terres agricoles concernées, de la famille des oiseaux nicheurs : le Vanneau huppé (4 ou 5 individus), ainsi que l'Oedicnème criard (un couple).

#### **II.1.g. Géologie**

Les terrains constituant le sous-sol des parcelles de la carrière sont constitués d'un dépôt de marne lacustre sannoisienne affleurant en rupture de pente sur le versant Nord de la Vallée de la Claise, reposant par ailleurs en discordance sur les formations siliceuses du Sénonien considérées comme imperméables (argiles à silex). Vers l'amont du versant, la formation lacustre marneuse passe à un faciès hétérogène de calcaires durs, de marnes, et de meulrières localement recouverts de limons des plateaux datés du quaternaire.

#### **II.1.h. Hydrologie et hydrogéologie**

Le site se trouve au sein du bassin versant de la Claise. Cette rivière coule en contrebas et au Sud du site, à une distance de 1250 m environ.

Le site se trouve par ailleurs à l'extérieur de tout périmètre de protection de captage d'eau potable.

Au droit du site, les calcaires lacustres renferment une nappe phréatique libre qui donne naissance à de petites sources résurgentes dont les débits sont faibles, ne créant que quelques mouillères temporaires sur la parcelle concernée.

Une nappe phréatique plus profonde, constituant un aquifère intéressant, est recouverte par une dizaine de mètres d'argile sénonienne faisant considérer cette nappe comme bien protégée, protection augmentée par la présence d'une faible épaisseur de marnes argileuses du sannoisien (0 à 5 m).

### **II.2. Exploitation**

#### **II.2.a. Caractéristiques du gisement**

Les matériaux extraits sont des marnes lacustres du Sannoisien, exploités sur une épaisseur de 2,5 à 3 m. Les terres de découverte ont une épaisseur moyenne de 0,40 mètre. Elles seront stockées en merlons de faible hauteur, puis intégralement réutilisées lors de la remise en état du site.

## **II.2.b. Méthode d'exploitation**

L'extraction se fera à ciel ouvert, à sec, à flanc de coteau. Chaque phase d'exploitation donne lieu successivement aux opérations suivantes :

- décapage de la terre de couverture sur l'emprise à exploiter au cours de la campagne et stockage en merlon en contrebas du site ;
- exploitation du gisement par le biais de pelles mécaniques assurant le prélèvement de la marne et son chargement dans les camions bennes pour livraison vers les parcelles agricoles concernées, les refus étant stockés en merlon en contrebas du site ou directement utilisés pour le remblai des vides créés au cours de l'exploitation ;
- remblai des vides laissés par l'exploitation à partir des refus, et en fin de campagne, à partir des merlons de stockage des refus ;
- égalisation de la surface de remblai et le régalage de la terre végétale ;
- remise en culture de la zone réaménagée, la parcelle retrouvant sa vocation initiale.

La COOPERATIVE AGRICOLE D'AMENDEMENTS disposera pour ce faire de 2 pelles mécaniques et 5 camions bennes (deux de 16,5 tonnes et trois de 20 tonnes de charge utile).

## **II.2.c. Conduite de l'exploitation**

L'exploitation est programmée sur la base de trois phases quinquennales, chaque tranche annuelle d'exploitation correspondant au plus à 30 a.

## **II.3. Remise en état**

Les principes retenus pour la remise en état des terrains sont les suivants :

- remblayage partiel de l'excavation à partir des refus ;
- égalisation de la surface de remblai ;
- régalage de la terre végétale pour un retour à la cote minimale de 96 m NGF ;
- talutage des fronts de taille résiduels selon une pente douce au plus de 40 % ;
- remise en culture de l'ensemble des tranches précédemment exploitées.

Le réaménagement de la carrière s'effectuera de façon coordonnée à l'activité extractive. Les garanties financières ont été calculées en conséquence.

## **III. PROCEDURE D'INSTRUCTION**

La demande a été soumise à enquête publique et a fait l'objet d'une instruction administrative conformément aux dispositions des articles R. 512-14 et R. 512-21 du Code de l'Environnement.

### **III.1. Enquête publique**

Les communes concernées par le rayon d'affichage prévu à l'article R. 512-14-III du Code de l'Environnement sont : ABILLY, DESCARTES, LE-GRAND-PRESSIGNY, NEUILLY-LE-BRIGNON, et SAINT-REMY-SUR-CREUSE (86).

L'enquête publique s'est déroulée du 20 octobre au 21 novembre 2008 en mairie d'ABILLY, Monsieur Daniel ANDRE ayant été désigné commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur a rendu compte du déroulement de l'enquête le 22 décembre 2008. Dans son rapport sont notamment rappelés l'objet, mentionne la période concernée, ainsi que les dates et heures auxquelles il a tenu permanence, indique les mesures de publicité et la composition du dossier soumis à l'enquête. Il indique avoir recueilli une observation sur le registre d'enquête, par ailleurs favorable au projet

dans la mesure où la remise en état du site ne s'accompagne pas d'enfouissement de déchets. De plus, il précise n'avoir été rendu destinataire d'aucune correspondance.

Le commissaire-enquêteur a communiqué le 28 novembre 2008 à Monsieur Jean BRAULT, Président de la COOPERATIVE AGRICOLE D'AMEMDEMENTS, le procès-verbal de l'observation recueillie précitée et lui a ainsi fait valoir la nécessité :

- d'être particulièrement vigilant quant à l'absence de déchets au sein des matériaux utilisés pour la remise en état du site ;
- d'assurer une interdiction d'accès à la carrière efficace, par le biais de barrières appropriées ;
- d'établir un dépôt de garantie dédié spécifiquement aux risques de dégradation de la voirie.

Par courrier en date du 9 décembre 2008, l'exploitant a alors répondu point par point aux diverses observations qui lui ont été adressées, en rappelant notamment les points suivants :

- La remise en état des parcelles exploitées n'est effectuée qu'à l'aide des refus et de la terre de découverte ;
- Un cordon de terre suffisamment élevé pour être rendu infranchissable est mis en place sur le pourtour de la carrière, de même qu'une pancarte mentionne l'interdiction de pénétrer sur la carrière et qu'il envisage de mettre à l'entrée une barrière sécurisée ;
- L'exploitation ne se fait qu'en période sèche pour préserver les chaussées.

### **III.2. Avis du commissaire-enquêteur**

Compte tenu des éléments d'informations recueillis au cours de l'enquête publique, des observations faites sur le dossier, de la réponse du pétitionnaire, Monsieur Daniel BOURG, émet un avis favorable à la demande d'autorisation de la COOPERATIVE AGRICOLE D'AMEMDEMENTS, soulignant cependant qu'il convient que soit portée une attention particulière aux conditions de remise en état du site.

### **III.3. Avis des conseils municipaux**

#### **Conseil municipal d'ABILLY**

Le Conseil a, par délibération en date du 21 novembre 2008, émis un avis favorable.

#### **Conseil municipal de DESCARTES**

Le Conseil a, par délibération en date du 4 novembre 2008, émis un avis favorable.

#### **Conseil municipal du GRAND-PRESSIGNY**

Le Conseil a, par délibération en date du 23 octobre 2008, émis un avis favorable.

#### **Conseil municipal de NEUILLY-LE-BRIGNON**

Le Conseil a, par délibération en date du 3 octobre 2008, émis un avis favorable.

#### **Conseil municipal de SAINT-REMY-SUR-CREUSE (86)**

Le Conseil a, par délibération en date du 3 décembre 2008, émis un avis favorable.

### III.4. Avis des services consultés

#### Direction Régionale de l'Environnement

Par courrier en date du 4 décembre 2008, la DIREN a émis un avis favorable vis à vis du projet, sous réserve de la prise en compte des observations formulées ci-après :

- En raison de la sensibilité des habitats périphériques à la zone proposée à l'exploitation, il convient d'une part, de maintenir une zone tampon entre le chantier et les secteurs sensibles d'au moins 10 m de largeur en la matérialisant avec un balisage adapté et, d'autre part, de mettre en œuvre de manière effective, les mesures compensatoires préconisées sur la période d'exploitation (fauche mécanique et manuelle, tout en procédant à l'exportation des produits de fauches).

#### Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

Par courrier en date du 9 décembre 2008, la DDASS n'a formulé aucune remarque quant au dossier présenté par la COOPERATIVE AGRICOLE D'AMEMDEMENTS.

#### Délégation inter-services de l'eau et de la nature

Par courrier en date du 5 novembre 2008, la délégation inter-services de l'eau et de la nature n'a formulé aucune remarque quant au dossier présenté par la COOPERATIVE AGRICOLE D'AMEMDEMENTS.

#### Direction Départementale de l'Equipeement

Par courrier en date du 5 décembre 2008, la DDE a émis un avis réservé, dans l'attente d'informations complémentaires de la part de l'exploitant sur les points suivants :

- Le secteur d'exploitation présente une forte sensibilité biologique et écologique de par la présence de plusieurs espèces déterminantes des ZNIEFF, sans pour autant que le pétitionnaire reprenne dans l'étude d'impact fournie les mesures de protection proposées par le bureau d'études ENCEM et à mettre en œuvre au cours de l'exploitation et de la remise en état du site ;
- L'exploitation envisagée se situe dans un environnement particulièrement riche au niveau archéologique, sans que le pétitionnaire fasse apparaître dans son étude d'impact les mesures à mettre en œuvre pourtant mentionnées par la précédente autorisation en date du 15 juin 2000 ;
- La cartographie détaillée du plan de phasage ne concerne que les 5 premières phases d'exploitation et ne permet donc pas les évolutions successives envisagées, notamment concernant celles des voies d'évacuation des matériaux et d'accès à la carrière, précisant qu'il est très important que l'accès à la carrière se fasse au plus près de l'intersection de la voie communale n° 3 et de la voie communale n° 14 ;
- L'absence de cartographie détaillée du phasage de l'exploitation au delà de la première phase quinquennale ne permet pas de s'assurer de l'efficacité des merlons en tant que protection phonique lors de l'exploitation.

#### Service Départemental d'Incendie et de Secours

Par courrier en date du 12 novembre 2008, le SDIS préconise l'implantation d'un extincteur approprié aux risques à défendre, à savoir un extincteur à poudre polyvalente de 9 kg, notamment du fait de la présence de véhicules motorisés.

#### Service Interministériel de Défense et de Protection Civile

Par courrier en date du 16 octobre 2008, le SIDPC a fait savoir que la commune d'ABILLY est concernée par le risque inondation et incendie de forêt.

## Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine

Par courrier en date du 29 janvier 2009, le SDAP n'a formulé aucune observation.

### **III.5. Autres avis**

#### Conseil Général d'Indre-et-Loire

Le Conseil général a, par courrier en date du 15 décembre 2008, formulé un avis favorable, sous réserve qu'une attention particulière soit portée aux pelouses calcicoles du site qui abrite la Loellerie du Valais.

#### Bureau de Recherche Géologique et Minière

Par courrier en date du 9 mars 2009, le BRGM souligne que même s'il n'existe pas de nappe vulnérable au droit du site, compte tenu de la présence d'engins motorisés sur l'exploitation, toutes les précautions devront être prises pour éviter tout épandage d'hydrocarbures accidentel sur le site, lors du déplacement des engins et sur les zones de stockage de carburant. Le BRGM précise notamment qu'en cas d'accident, l'exploitant doit prévoir la possibilité d'excaver rapidement les terrains pollués sur 1 à 2 mètres de profondeur, un simple saupoudrage de sciures de bois ou de sable pouvant ne pas être suffisant.

### **III.6. Réponses apportées par le pétitionnaire**

Les observations formulées par les différents services administratifs ont été transmises à l'exploitant. Par courrier en date du 6 février 2009, le pétitionnaire a répondu aux remarques qui ont été faites comme indiqué ci-dessous :

#### **Concernant la forte sensibilité biologique et écologique que représente la ZNIEFF, et plus particulièrement les pelouses calcicoles :**

- Le pétitionnaire précise que l'exploitation envisagée ne concerne pas les buttes accueillant ces pelouses, précisant par ailleurs que seules deux des quatre buttes sont concernées géographiquement par cette nouvelle demande d'exploitation, et qu'elles ne le seront pas avant les tranches d'exploitation N + 12 à N + 15 ;
- Le pétitionnaire s'engage par ailleurs, comme préconisé par l'écologue, à conserver une bande d'une largeur minimale de deux mètres entre le pied de ces buttes et les terrains remaniés, cette bande ne recevant aucun dépôt matériel ou autre, sans subir quelque passage d'engin que ce soit ;
- Enfin, il précise que ces quatre buttes n'ont jamais été cultivées ni même entretenues.

#### **Concernant la richesse archéologique du site :**

- Le pétitionnaire précise qu'il continuera, comme cela était fait antérieurement, conformément à ce qui était mentionné au sein de la précédente autorisation en date du 15 juin 2000, à prévenir, un mois avant chaque reprise d'activité, le service régional de l'archéologie et à respecter les mesures réglementaires qui seront portées dans un nouvel arrêté.

#### **Concernant le plan de phasage :**

- Le pétitionnaire précise que la cartographie complémentaire du phasage de l'exploitation envisagée qu'il a adressé à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement met en évidence l'évolution des voies de circulations de la carrière ainsi que le maintien de l'accès du site près de l'intersection de la voie communale n° 3 et de la voie communale n° 14 ;



- Il précise par ailleurs que cette nouvelle cartographie laisse apparaître les changements de position des merlons, ces derniers n'intervenant que lorsque la topographie locale du site ne permet plus de jouer son rôle d'écran au bruit pour l'habitation située plus au nord.

#### **IV. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

##### **IV.1. Patrimoine naturel et archéologique**

Le secteur peut être susceptible de receler des vestiges archéologiques et l'exploitant devra à ce titre veiller au strict respect de ses obligations quant à la préservation des découvertes éventuelles (article 3.4.3 du projet de prescriptions).

##### **IV.2. Paysage, faune, flore**

Des merlons de terre de découverte végétalisés de deux mètres de hauteur seront créés en périphérie des zones exploitées afin d'atténuer l'impact paysager (article 3.6.1 du projet de prescriptions). De plus, les stocks de matériaux, limités au strict minimum, seront disposés sur le carreau de la carrière, de façon à minimiser leur visibilité.

L'exploitation envisagée ne concerne pas les buttes sur lesquelles sont implantées les pelouses. Mais l'exploitant conservera une bande non exploitée, d'une largeur de deux mètres, matérialisée par un balisage adapté, entre le pied des buttes sur lesquelles elles sont implantées et les terrains remaniés. Par ailleurs, il mettra en oeuvre les mesures compensatoires préconisées sur la période d'exploitation, à savoir, une fauche mécanique ou manuelle, tout en procédant à l'exportation des produits de fauches. (article 3.4.1 du projet de prescriptions).

##### **IV.3. Eau**

Le site n'est en contact avec aucun cours d'eau ou réservoir aquifère. Il n'est prélevé, ni utilisé d'eau, à aucun stade de l'exploitation de la carrière. Aucun entretien d'engin n'est effectué sur le site. Les risques de pollutions de l'eau sont donc écartés.

L'hydrogéologie locale se caractérise par la présence d'une nappe phréatique constituant un aquifère intéressant, cependant recouverte par une dizaine de mètres d'argile sénonienne faisant considérer cette nappe comme bien protégée, protection augmentée par la présence d'une faible épaisseur de marnes argileuses du sannoisien (0 à 5 m).

L'activité extractive, conduite réglementairement et avec toutes les précautions d'usage, ne génère pas de risques de pollution vis à vis de la nappe.

En outre, le projet est en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable.

Ces dispositions sont prévues à l'article 3.5.1.1 du projet de prescriptions.

Les éventuelles eaux usées domestiques sont évacuées ou traitées conformément au code de la Santé publique (article 3.5.1.3 du projet de prescriptions).

##### **IV.4. Air**

L'extraction des matériaux à sec, leur manipulation, leur traitement et leur transport sont autant de sources potentielles d'émission de poussières. Toutefois, le nombre limité d'engins de chantier ainsi que la localisation relativement isolée du site conduisent à relativiser le phénomène. En tout état de cause, l'exploitant procède en tant que de besoin à l'arrosage des voies de circulation.

L'activité des engins de chantiers constitue également une source de pollution de l'air par les gaz d'échappement des moteurs diesel. Toutefois, les mêmes considérations permettent d'affirmer qu'il ne s'agit pas là d'une pollution notable.

Précisons que ce type d'activité ne génère pas de fumées ou odeurs hormis celles, très ponctuelles, liées au fonctionnement des moteurs diesel.

Les envols de poussières relatifs à l'extraction et au transport de matériaux se produiront majoritairement en fond de la zone d'exploitation, soit à 1,5 mètres en moyenne sous le terrain naturel, ce qui aura pour effet de maintenir une petite partie des émissions à l'intérieur du site. De plus, les merlons disposés le long des voies de communication contribueront au confinement des envols éventuels de poussières dans le site. Enfin, un contrôle annuel des retombées de poussières aux abords du site sera effectué (article 3.5.2.1 du projet de prescriptions).

#### **IV.5. Déchets**

L'activité extractive ne génère pas de déchets de production au sens de la réglementation, l'intégralité des matériaux extraits étant généralement acheminée vers les installations de traitement, puis évacuée par camions vers le marché local. Les seuls déchets résultent :

- du petit entretien des engins (chiffons, bidons d'huile vides...)
- de la présence de personnel sur le site (papiers, cartons, plastiques...)

Dans le premier cas, l'entretien des véhicules ne sera pas fait sur le site. Dans le deuxième cas, l'exploitant mettra en place une collecte spécifique où les déchets sont stockés en récipients étanches et sur rétention si nécessaire avant d'être dirigés vers des filières d'élimination autorisées (article 3.5.3 du projet de prescriptions).

#### **IV.6. Remblaiement**

L'exploitant se propose de remblayer partiellement l'emprise de la carrière à l'aide exclusive des refus issus de l'exploitation de la carrière et de la terre de découverte.

#### **IV.7. Bruit**

L'extraction des matériaux et leur transport par des engins de chantier constituent les principales sources de bruit. Il s'agit principalement de bruits fluctuants et continus (pelle mécanique) ou de bruits transitoires (transport des matériaux par camions).

Deux engins d'extraction et cinq engins de chargement seront présents sur le site. Les écrans phoniques constitués des merlons et l'effet réducteur lié à la position en fond de fouille des engins, suffisent à éviter tout désagrément aux riverains.

Les émissions sonores de l'installation n'engendreront pas une émergence supérieure à 6 dB(A). (article 3.5.4.5 du projet de prescriptions).

#### **IV.8. Hygiène et sécurité**

Les activités de carrière comportent certains risques pour la santé des salariés. Il s'agit principalement des pathologies liées à l'inhalation de poussières ou à une exposition importante au bruit. Indépendamment des mesures de prévention visant à réduire les émissions de poussières dans les atmosphères de travail, le personnel concerné fait l'objet d'une information et d'un suivi médical individuel. De même, les agents exposés au bruit sont suivis médicalement.

S'agissant du public, les mesures de prévention consistent en l'implantation d'une clôture ou d'un merlon aux endroits les plus dangereux, la fermeture des accès en dehors des périodes d'activité, ainsi que la signalisation des zones à risque par des pancartes (article 3.6.1 du projet de prescriptions).

## **V. CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

La carrière sise au lieu-dit « Le Bois-Meslin » a fait l'objet, par arrêté préfectoral n° 15652 du 15 juin 2000, d'une précédente autorisation visant à étendre l'exploitation sur les terrains, propriété de la coopérative, pour une durée de 15 ans.

L'épuisement du gisement, suite à une forte demande des matériaux extraits (marnes calcaires), est intervenu plus rapidement qu'initialement prévu, soit au cours de l'année 2007.

Par conséquent, afin de répondre à la demande, la COOPERATIVE AGRICOLE D'AMENDEMENTS souhaite maintenir son activité sur la commune d'Abilly et sollicite l'autorisation d'étendre le site d'exploitation de la carrière actuelle « Le Bois-Meslin ».

Le projet présenté par l'exploitant et le contenu de son dossier permettent d'envisager une exploitation raisonnée, notamment de par les points suivants :

- le site précédemment exploité par la COOPERATIVE AGRICOLE D'AMENDEMENTS l'a été dans des conditions satisfaisantes répondant aux prescriptions réglementaires qui lui avaient été notifiées ;
- l'expertise hydrogéologique n'a pas fait apparaître d'enjeu particulier ;
- il n'y aura pas de traitement de matériaux sur le site ;
- les voies de desserte ne seront pas modifiées ;
- le projet d'extension permet de maintenir sur la commune d'ABILLY une activité économique locale sur le moyen terme, soit jusqu'en 2024 ;
- le projet de remise en état prévoit un remblaiement partiel du site et son retour à l'agriculture.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, et conformément à l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement, l'Inspection des Installations Classées propose aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation sollicitée par la COOPERATIVE AGRICOLE D'AMENDEMENTS, sous réserve du respect des prescriptions objet du projet d'arrêté joint au présent rapport.

**L'Inspecteur des Installations Classées**



**Grégory CATHELIN**

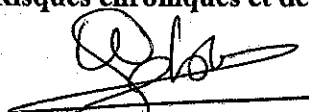
Vu, adopté et transmis à M. le Préfet d'Indre-et-Loire - Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme,

PARÇAY-MESLAY, le 15 juin 2009

**Pour le Directeur, et par délégation,**

**La Chef de la Subdivision**

**Risques chroniques et déchets**



**MAUD GOBLET**

Copie :     **DRIRE Centre - E.I.S.S.**

